Nombre de membres**Séance du samedi 25 septembre 2021****en exercice:** 14

L'an deux mille vingt-et-un et le vingt-cinq septembre l'assemblée régulièrement convoqué le 21 septembre 2021, s'est réuni sous la présidence de Yannick TOURNADRE.

Présents : 11**Votants:** 14

Sont présents : Yannick TOURNADRE, Emilie CHABORY, Odile DAUPHIN, Christian FEREYROLLES, François FEREYROLLES, Christiane GAYDIER, Djamila MESSERLIN, Patrick MEYNIÉ, Marine OGHEARD, Christine SEPCHAT, Antoine TEILLOT

Représentés : Martine BORREL PAR Odile DAUPHIN, Fabienne CHARBONNEL par Emilie CHABORY, René JAL par Christiane GAYDIER

Excuses:

Absents:

Secrétaire de séance : Christian FEREYROLLES

Après approbation du compte-rendu de la séance précédente, et avant d'aborder l'ordre du jour, M. le Maire demande de rajouter 3 points qui seront examinés en fin de séance :

Il s'agit de la création d'un poste permanent, l'attribution d'une subvention au collège Sancy-Artense et la désignation d'un membre au sein de la commission "Habitat" de DSA en remplacement de M. Alain CONSTANTIN

Le Conseil valide cette proposition.

Objet: projet Chambourguet : positionnement pour l'accord avec les porteurs de projet "Estiv"Camp" -

M. le Maire rappelle l'analyse juridique de Me MAISONNEUVE et la consultation de Me VERGEADE concernant le projet « EstivCamp » à Chambourguet et l'acte à contractualiser avec les porteurs de projet : M. Lionel ROSSET et Emmanuelle COLIN.

Le 26 août dernier, ces documents ont été adressés à l'ensemble des élus pour avancer dans la réflexion collective qui a été avisé d'une visio conférence le 22.09. à 9 heures.

M. le Maire fait un bref compte-rendu de cette visio :

1-la première phase d'incubation avec la compagnie « rotative » a permis de mieux définir et de préciser le projet.

*La dimension raisonnable et l'aspect écoresponsable du projet « Estiv camp » répond aux attentes des collectivités (commune et comcom) et ne rentre pas en concurrence avec l'offre déjà présente à la Stèle. Il correspond également aux perspectives d'aménagement évoqués dans la réflexion globale autour du site via l'étude KIPK et le PLU.

*La viabilité du projet dépendra de la mise en place d'une offre de restauration.

*La viabilité du projet dépendra du montant des subventions accordées pour l'investissement.

2-le montage juridique et financier a été évoqué lors de consultations de l'URSCOP, du Cabinet Teillot et de Maître Vergeade.

*Avec des ressources limitées, la commune ne souhaite pas investir dans des travaux d'aménagement sauf éventuellement sur la partie assainissement. Dans l'esprit de la collectivité, la mise à disposition des terrains et des bâtiments constitue la contribution au projet.

*SCIC : elle répond aux dimensionnement économique et solidaire du projet. Le capital apporté par la collectivité serait seulement le foncier et le bâti.

*le bail emphytéotique : il permet de limiter les risques dans le temps sur le foncier, la vente des 2 bâtiments liés à un bail emphytéotique pour le terrain a été évoquée.

3-Suite du projet :

*2ème phase d'incubation « Alterincub » avec l'URSCOP pour préciser le montage juridique.

*rencontre avec Maître Vergeade pour évoquer le dossier

*RDV avec Mme Charles architecte.

*organisation d'une réunion publique pour présenter le projet.

*exploration et étude des différentes pistes de financements. (Lionel et Emmanuelle)

*le Conseil municipal ne se prononce pas sur le montage juridique dans l'attente des conclusions du travail engagé avec l'URSCOP.

Après délibération et à l'unanimité, le conseil municipal prend note de toutes ces informations mais ne souhaite pas prendre de décision hâtive et décide de surseoir à toute décision afin de mener une réflexion plus approfondie sur le montage juridique de ce dossier.

Objet: Appel à projet recyclage foncier des friches

La reconquête des friches constitue un enjeu majeur d'aménagement durable des territoires pour répondre aux objectifs croisés de maîtrise de l'étalement urbain, de revitalisation urbaine et, par conséquent, de limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers. L'effort exceptionnel apporté par le plan de relance doit permettre d'intervenir sur ces friches. Afin d'être éligibles, les projets devront être suffisamment matures afin de permettre un engagement des crédits du fonds d'ici fin 2022.

Faisant suite à cet appel à projet, M. le Maire a souhaité l'éligibilité du site de Chambourguet pour:

1/ démontage du téléski du bois de La Tour.

2/ reconversion de l'ancienne station de ski alpin, (parking et bâtiments communaux) en aire de bivouac et refuge.

Ces projets sont mentionnés dans l'étude kipik et pourraient être accompagnés par Lionel Rosset et Emmanuelle Collin d' "Estiv camp".

Ci-après, voici la réponse des services de l'Etat :

« On raisonne à l'échelle de tout le périmètre du projet, donc le démontage de l'ancien téléski et la reconversion de l'ancienne station (parking et bâtiments communaux) en aire de bivouac et refuge peuvent être considérés comme de l'activité économique et sont donc éligibles à cet AAP. Il convient ensuite de voir quels postes de dépense seraient subventionnables (voir le bilan d'aménagement), si l'opération est assez mature pour engager les crédits avant fin 2022 et avec une fin d'opération avant fin 2024, si l'opération est déficitaire après prise en compte des dépenses et des recettes (bilan d'aménagement) et l'articulation avec le Plan Avenir Montagne. Mme PAQUET (en copie du présent mail) doit vous contacter pour échanger avec vous sur ce dernier point. »

Les dossiers doivent être déposés au plus tard le 27 septembre sur la plateforme dédiée. Compte tenu du planning, Dômes Sancy Artense ne peut pas accompagner la commune pour déposer ce dossier pour ce 1^{er} appel à projet mais reste vigilant pour la suite et un nouvel AAP.

Après délibération et à l'unanimité, le conseil prend acte et sollicitera le concours de la Communauté de Communes Dômes Sancy Artense pour accompagner la commune pour le montage du dossier du prochain appel à projets.

Objet: Assainissement "Rue du Commerce" / choix d'un maître d'oeuvre

M. le Maire souhaite faire procéder à des travaux de restructuration du réseau d'assainissement de la rue du Commerce. Pour ce faire, la commune doit s'attacher les services d'un maître d'oeuvre pour des études d'avant-projet et projet et l'assistance au contrat de travaux (exécution et réception). Cette prestation a été évaluée à la somme de 11 335.00 € HT par le cabinet SAFEGE

Il est demandé au conseil de bien vouloir se prononcer sur ce choix, sachant que le cabinet Safège est déjà maître d'oeuvre pour les travaux d'adduction d'eau au SIAEP qui vont se dérouler conjointement avec l'assainissement.

Après délibération et à l'unanimité, le conseil approuve la proposition de M. le Maire et l'autorise à signer la convention de maîtrise d'oeuvre correspondante avec le Cabinet Safège.

Objet: Centre d'hébergement Paul Marion / choix d'un maître d'oeuvre et demande de subvention FAM-

Dans le cadre des travaux de réhabilitation des anciennes colonies en centre d'hébergement Paul Marion, Mme Hélène CHARLES (MC Consult), architecte a établi sa proposition d'honoraires sur la base de 10 % du montant HT des travaux, soit 21 570.00€ que M. le Maire a signée le 31 août dernier.

Par ailleurs, la commune peut être éligible à une subvention dans le cadre d'un plan appelé « Avenir Montagnes » à hauteur de 30 % du montant HT des travaux. Un dossier de demande de subvention a été déposé sur une plateforme dédiée le 10 septembre dernier et adressé par voie postale à la préfecture mais sans la délibération approuvant le plan de financement qu'il convient donc de modifier selon les dispositions suivantes :

– Montant du programme	238 470.00 € HT
Dont Travaux	215 700.00 € HT
Dont M. O.	21 570.00 € HT
Dont tx en régie	1 200.00 €
– Subvention CD 25 % (déjà allouée)	59 925.00 € (sur 215 700.00 € HT)
– Subvention CR 20 % (déjà allouée)	43 140 .00 € (sur 215 700.00 € HT)
– Subvention FEDER	71 541.00 € (sur 238 470.00 € HT)

Il est demandé au conseil de bien vouloir valider ce nouveau plan de financement

Après délibération et à l'unanimité, le conseil municipal approuve ce nouveau plan de financement.

Objet : Ancienne Scierie Roux

M. le Maire informe le conseil que la société "Les galoches du Cantal" est toujours motivée. Des travaux intérieurs sont à réaliser (des devis ont été sollicités) Quelques travaux tels que chauffage, électricité pourront, éventuellement, être réalisés par la commune. Mais M. le Maire précise qu'il n'y aura aucun commencement d'exécution sans engagement ferme du preneur qui envisage une implantation en Mai/Juin 2022.

Objet: Barrage plan d'eau / protocole changement de vanne

Dans le but de mettre en sécurité l'ouvrage avant l'hiver, à savoir le changement de la vanne de vidange du plan d'eau communal, la commune doit se faire accompagner par un bureau d'études pour une assistance technique. Cette prestation d'étude s'établit à un montant de 5 980.00 € TTC qui peut être assurée par Mme Karine MONTINTIN

Il est demandé au conseil de valider ce programme.

Après délibération et à l'unanimité, le conseil municipal approuve cette proposition et autorise M. le Maire à signer le devis correspondant.

Objet: Réfection Pont du Buisson/ Place Malègue : lancement des travaux et décision modificative

M. le Maire rappelle la délibération prise le 6 août dernier approuvant les travaux de réfection du pont du buisson et des travaux de réfection du mur et garde-corps « place Malègue » pour un montant global de ce programme pour les travaux de sécurité de ces 2 ouvrages d'art de 40 691.50 € HT. Le plan de financement correspondant a été adopté avec une subvention d'urgence DETR de 30 %, soit 12 207.00 €. Ce dossier a bien été déposé en sous-préfecture sans retour d'accusé de réception pour l'instant mais une confirmation verbale.

Cette demande va donc être instruite prochainement mais M. le Maire, vu l'urgence des travaux de réparation du mur du buisson, demande au conseil l'autorisation de les commencer dès à présent pour une réalisation avant l'hiver.

Ces crédits n'ayant pas été prévus au budget 2021, il convient donc d'ouvrir un nouveau programme (réfection ouvrages d'art) pour un montant TTC de 49 000.00 € et de valider la décision modificative suivante :

Cpte 2315 - 429	49 000.00 € (Dépenses investissement)
Cpte 1341	12 207.00 € (Recette Investissement)
Cpte 1641	36 793.00 € (Recette Investissement)

Objet: Reconduction ligne de trésorerie -

M. le Maire rappelle que la commune de La Tour d'Auvergne, a ouvert une ligne de trésorerie, par délibération en date du 25 novembre 2015, auprès du Crédit Agricole à hauteur de 150 000.00 €. Ces fonds ont été mis à disposition de la collectivité pour l'intégralité du montant en décembre 2015. Selon les termes de la convention de crédit, ce concours arrive à échéance en novembre 2021. M. le Maire propose au conseil de renouveler cette ligne de trésorerie toujours à hauteur de 150 000.00 €.

Après délibération et à l'unanimité, le conseil municipal approuve cette proposition et autorise M. le Maire à signer tous les documents afférents à ce dossier pour la reconduction de la ligne de trésorerie à hauteur de 150 000.00 € à compter de novembre 2021

Objet: Remboursement Sinistre AXA -

Suite à la dégradation d'un phare de cabine d'un tracteur de déneigement non pris en charge par la compagnie d'assurance, l'agence AXA de La Tour a décidé d'allouer un chèque de 135.00 € au titre d'un geste commercial.

Il est demandé au conseil de bien vouloir valider

Après délibération et à l'unanimité, le conseil municipal décide d'émettre un titre de recettes pour encaisser ce chèque 135.00 €

Objet: Dômes Sancy-Artense : convention de prestations de service -

M. le Maire rappelle que, dans le cadre de ses compétences supplémentaires, Dôme Sancy Artense assure « Le développement, l'aménagement, la gestion, l'entretien et l'animation du site touristique de la Stèle ». Toutefois, c'est la commune qui réalise les prestations telles que :- nettoyage de la salle hors sac – renouvellement des consommables - le petit entretien - la surveillance des locaux, la vidange de la fosse septique et le déneigement occasionnel du parking –

Il est signé tous les ans une convention permettant le remboursement de ces sommes entre DSA et la commune.

Par conséquent, la communauté de communes a décidé de contractualiser ces prestations via une convention.

Pour les frais relatifs à l'année 2021, aucune convention n'ayant été signée en 2020, une régularisation est effectuée. Elle s'appuie sur le récapitulatif de charges adressé par la commune à la Communauté de Communes pour un montant de 7 925.70 €. Le remboursement sera effectué dès la signature de la présente convention par les deux parties.

L'état des frais relatifs aux charges de 2022 sera adressé à la Communauté de Communes début septembre 2022.

La somme des frais engagés pour 2022 sera mandatée par la Communauté de Communes sur le compte de la Commune de La Tour d'Auvergne au mois de décembre 2022.

Pour l'année 2022, la communauté de communes prend à sa charge directement les frais de tonte des abords des bâtiments.

Après délibération et à l'unanimité, le conseil approuve ces points et autorise M. le Maire à signer la convention correspondante.

M. le Maire profite de ce point pour présenter au conseil l'avant-projet réalisé par le Cabinet d'Architecture ESTIER pour le programme de travaux de réhabilitation des bâtiments à La Stèle avec un 1er bâtiment affecté au restaurant et un 2ème aux services publics. Pour l'instant, ce n'est qu'une ébauche, rien n'est figé, ni contractualisé.

Objet: Participation coût adhésion aduhme DSA - 2021_08_010

Il est rappelé que l'Aduhme est l'agence locale des énergies et du climat. Elle propose pour l'ensemble des collectivités adhérentes le déploiement du Conseil en énergie partagé (CEP) : ce dispositif consiste à mutualiser, entre plusieurs collectivités, une expertise technique en vue d'établir un profil énergétique patrimonial, de définir une feuille de route d'amélioration de la performance énergétique et d'accompagner les collectivités dans la mise en œuvre des actions et travaux.

L'Aduhme propose une formule d'adhésion « INTERCO + » qui permet à la fois à l'EPCI et à ses communes membres de bénéficier de son action.

Formule « INTERCO + »	(A x nombre de communes) + (B x nombre habitants)
- forfait en base par commune (A)	500,00 €
- coût par habitant (B)	0,50 €

La base de calcul de la cotisation est le recensement INSEE de la population totale en année n-1. Le montant de la cotisation est arrondi à l'euro inférieur.

Le conseil communautaire de la Communauté de Communes Dômes Sancy Artense, réuni le 16 juillet 2021, a fait le choix d'adhérer à cette formule. Sur la base des données 2021, le montant de la cotisation pour 2022 pour la Communauté de Communes Dômes Sancy Artense s'élève ainsi à 20020 euros.

Considérant que l'adhésion à l'Aduhme par la Communauté de Communes Dômes Sancy Artense permettra à ses communes membres de bénéficier de ses outils et accompagnements, le conseil communautaire a décidé à l'unanimité que le montant total de l'adhésion soit partagé entre l'EPCI et les communes. Une convention a ainsi été validée par le conseil communautaire, pour définir les modalités du partage du coût d'adhésion, comme suit :

- 50 % du montant total par l'EPCI ;
- 50 % du montant total par les communes.

La part à payer par chaque commune pour l'année N sera définie au prorata de la population totale de l'année N-1. Elle sera donc amenée à évoluer chaque année en fonction des chiffres de population.

Il est demandé au conseil de bien vouloir valider cette formule et autoriser M. le Maire à signer la convention correspondante.

Après délibération et à l'unanimité, le conseil décide de ne pas adhérer à l'Aduhme.

Objet : programmes investissement

M. le Maire fait le point financier sur les 3 principaux programmes d'investissement inscrits au budget 2021 pour lesquels la collectivité est toujours dans l'attente de l'octroi de subventions, en cours d'instruction aux services de l'Etat.

Objet: Vente appartement à La Bourboule (Donation Paul Marion)

M. le Maire rappelle la délibération prise par le conseil municipal le 6 août dernier qui n'a pas souhaité vendre ce bien à moins de 35 000.00 €.

Le 24 août dernier, Me DUPIC a fait part du souhait de Mme VALADE d'acquérir ce bien moyennant la somme de 35 000.00 €.

Il faut maintenant mandater un diagnostiqueur pour la réalisation de diagnostics immobiliers.

Suite à cela, l'étude de Me DUPIC pourrait procéder à la signature d'un compromis de vente.

Il est demandé au conseil de bien vouloir valider cette proposition.

Après délibération et à l'unanimité, le conseil municipal approuve cette proposition et autorise M. le Maire à signer le compromis de vente et l'acte de vente définitif avec Mme VALADE ainsi que toutes pièces se rapportant à cette affaire.

Objet: Vente d'arbres au lieudit "La Stèle" non soumis au régime forestier -

A la demande de la Communauté de Communes et de l'ONF, des arbres, appartenant à la commune, secs et dangereux, ont été abattus sur le site de La Stèle. Ces arbres ne sont pas soumis au régime forestier (cubage d'environ 27 m3). M. le Maire propose au conseil municipal de confier à l'ONF la vente de ces bois pour un montant global de 800 à 1 000 €. Cette recette sera imputée au budget du SMGF.

Après délibération et à l'unanimité, le conseil municipal approuve cette proposition et autorise M. le Maire à signer tous les documents se rapportant à cette affaire.

Objet: Section Auzat et Autres / Convention exploitation ONF

Monsieur le Maire propose de signer une convention pour s'attacher les services de l'ONF dans le cadre d'une exploitation d'une coupe de 2 330 m3 dans la forêt d'Auzat (arbres restants sur le parterre de la coupe de 35 ha + coupe sanitaire)

Après délibération et à l'unanimité, le conseil valide cette proposition.

En ce qui concerne l'appel d'offres lancé avec les services de l'ONF pour les travaux de plantation dans la forêt sectionale d'Auzat (Plan de Relance), M. le Maire a quelques inquiétudes sur ce dossier, les services de l'Etat (DDT/ONF) ont, à priori, des problèmes pour valider ce programme.

Objet: Transfert licence IV Cne de BOURG LASTIC

M. le Maire informe le conseil qu'il a été destinataire d'une demande des services préfectoraux concernant le transfert envisagé de la licence de 4^{ème} catégorie, exploitée par la SARL Le CHALET à BOURG LASTIC pour une future implantation Place du Champ de Foire sur notre commune.

Il est demandé au conseil de se prononcer sur cette demande ; sans réponse avant le 30 septembre, l'avis sera réputé favorable.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal approuve cette demande et autorise M. le Maire à signer tous les documents concernant le transfert de la licence de 4^{ème} catégorie, exploitée par la SARL Le CHALET à BOURG LASTIC pour une future implantation Place du Champ de Foire sur notre commune.

Objet: Foire primée du 9 octobre 2021 / Conventions associations -

Dans le cadre de l'organisation de la primée d'automne qui aura lieu le 9 octobre prochain, la commune va offrir aux exposants (agriculteurs et marchands ambulants) des boissons à la buvette qui sera tenue par la société de Chasse via des tickets ainsi que des repas qui seront servis par l'association des Commerçants et Artisans sous un chapiteau.

Une convention sera signée avec chacune de ces associations afin de contractualiser les accords conclus entre la commune et ces 2 associations.

Il est demandé au conseil de bien vouloir approuver ces conventions.

Après délibération et à l'unanimité, le conseil municipal approuve cette proposition et autorise M. le Maire à signer les conventions correspondantes avec d'une part l'association des commerçants et artisan et d'autre part, la société de Chasse.

Objet: Désignation référent COVID

Les communes ont été destinataires d'une circulaire préfectorale qui rappelle que l'ensemble des protocoles sanitaires prévoient la nomination d'un référent Covid : « il est donc essentiel que les Agences Régionales de Santé puissent disposer d'une liste actualisée des référents Covid pour pouvoir être les plus réactives possibles ». Il s'agit donc de désigner au sein de la commune un « Ambassadeur Référent Covid »

Après délibération et à l'unanimité, le conseil municipal désigne M. Yannick TOURNADRE, Maire, comme Ambassadeur Référent Covid

Objet: Subvention 2021 - Collège Sancy-Artense

Mme le Maire rappelle au conseil que le collège Sancy Artense a ouvert une classe théâtre depuis la rentrée de septembre 2019. Ces classes doivent permettre de dynamiser le collège en le rendant plus attractif sur le territoire.

Cette année scolaire, 15 candidats, dont 6 élèves de la commune de LA TOUR d'AUVERGNE, ont été sélectionnés dans différentes classes.

Mme la Principale du Collège sollicite à nouveau l'accompagnement financier de la commune pour assurer la continuité de cette classe théâtre.

En conséquence, M. le Maire propose d'allouer une subvention au Collège Sancy-Artense d'un montant de 600.00 € au titre de l'exercice 2021

Après délibération et à l'unanimité, le conseil approuve cette proposition et décide d'allouer une subvention de 600.00 €, au titre de l'exercice 2021, au collège Sancy Artense afin de financer une classe théâtre.

Par ailleurs, M. le Maire précise au conseil que le collège, dans le cadre des TAP, souhaite proposer, à compter du 01.01.2022, des activités au CM (1 h 30/semaine pour l'enseignement de l'espagnol et du patois). Si la collectivité est intéressée, le collège répondra à l'appel à projet correspondant.

Objet: Création emploi permanent à temps non complet Adjoint Technique Principal de 2è classe

Le Maire

Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 3-3 3°,

Vu le Décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la Loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le Décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels,

Vu la procédure de recrutement sur l'emploi permanent prévue par le Décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 susvisé,

Afin d'acter l'engagement de la commune de LA TOUR D'AUVERGNE pour assurer l'entretien bihebdomadaire et à veiller à la bonne propreté des locaux abritant le cabinet médical en sollicitant un personnel d'entretien sur la base de 12 heures/mois maximum

Monsieur le Maire propose à l'assemblée la création d'un emploi au grade d'Adjoint Technique de 2ème classe à 3/35ème susceptible d'être pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article 3-3 3° et fixant la nature des fonctions, les niveaux de recrutement et de rémunération,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité moins une abstention (Fabienne Charbonnel) DECIDE

- d'adopter la proposition de M. le Maire de créer un emploi permanent à temps non complet d'Adjoint Technique principal de 2ème classe annualisé à 3/35e à compter du 1er octobre 2021.
- d'inscrire au budget les crédits correspondants.

Objet: Désignation membre commission "Aménagement Habitat Urbanisme"

M. le Maire rappelle au conseil que M. Alain CONSTANTIN, conseiller municipal, avait été désigné membre titulaire de la commission "aménagement habitat urbanisme" de la communauté de communes Dômes Sancy Artense.

Depuis sa démission le 2 mars 2021, il y a lieu de désigner un nouveau membre.

Après délibération et à l'unanimité moins 1 abstention, le conseil municipal désigne :

- M. François FERAYROLLES, 4ème adjoint en tant que membre titulaire de la commission "Aménagement Habitat Urbanisme" de la communauté de communes Dômes Sancy-Artense.

et confirme la désignation de M. Antoine TEILLOT, en tant que membre suppléant

QUESTIONS DIVERSES

Les points suivants sont abordés :

- * Courrier J.P. BABUT / préoccupation compteur Linky
- * SMGF / correspondance qui stipule que les délégués représentant les communes au sein des SMGF sont obligatoirement issus du conseil municipal.
- * Baraque à Frat / Christiane propose de se réunir anciennement chez Marion Kheddali (Voir 26.09 déménagement - 02.10 Ménage) 1ère rencontre le 19.10
- * M. le Maire en profite pour saluer le travail réalisé par Christiane pour l'organisation de journées telles que fabrication de pompes (dons au profit de la recherche Alzheimer) transport de personnes âgées au Mont-Dore pour la 3ème injection vaccin ainsi que l'investissement de Patrick pour tous les dossiers de gestion du personnel.
- * Christiane s'interroge sur le versement au profit de la ligue contre le cancer de l'association "Zumba" dans le cadre des jours solidaires.
- * CCAS / réunion le 05.10.2021 pour évoquer le repas de fin d'année
- * Chasse / Demande de M. le Président pour une entière liberté de circulation sur les chemins en période de chasse. M. le Maire soulève la complication pour établir l'arrêté correspondant : il y a un gros travail à faire pour identifier les itinéraires.
- * Exposition Robert Bellon le 26.09.2021 à la chapelle de Bughes
- * Aire de Camping-Car : Le conseil est favorable à ce que la commission précise son projet pour aménager une aire payante
- * François évoque le problème récurrent du stationnement lors de rencontres sportives
- * Christine mentionne le rajout de colonnes à verres pour le SMCTOM
- * Enfin, François informe que lors de la foire du 9 octobre, 10 vieux véhicules seront exposés, la seule contrepartie de la commune sera d'offrir 1 repas à chacun des chauffeurs